

L'IDA EN ACTION

Des services énergétiques pour réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique

L'existence de services énergétiques fiables et d'un coût abordable pour l'agriculture, l'industrie, le commerce et les ménages est essentielle à la croissance de la productivité et de la production, ainsi qu'au bien-être des pauvres. Cependant, dans de nombreux pays aidés par l'IDA, foyers et entreprises sont privés de ces services ou doivent faire face à des coûts élevés ou à un approvisionnement irrégulier.

Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, moins de 5 % des foyers ruraux ont accès à l'électricité et, au rythme actuel des programmes d'électrification, plus de 50 % des foyers en seront toujours privés en 2050. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que plus de trois milliards de personnes, dont la plupart vivent dans les pays aidés par l'IDA, utilisent du bois de chauffage, des bouses séchées, du charbon et d'autres combustibles traditionnels pour leurs besoins de chauffage et de cuisson à l'intérieur de leur habitation, et que la pollution intérieure qui en résulte est responsable de 1,5 million de décès par an (principalement des jeunes enfants et des femmes).

Le manque de services énergétiques dans la plupart des pays aidés par l'IDA est le résultat d'une insuffisance chronique d'investissements dans ce secteur, à laquelle s'ajoute la faiblesse des politiques suivies et des institutions. L'IDA intervient dans ce domaine en offrant à la fois des investissements et un soutien aux réformes politiques et institutionnelles, afin d'aider les pays à améliorer leurs services énergétiques.

Quelques chiffres

- Près de 95 % des personnes vivant en zones rurales dans les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne n'ont accès ni à l'électricité ni à des combustibles propres pour faire la cuisine.
- Les pénuries d'électricité touchent quelque 30 pays africains, ce qui a des conséquences économiques négatives évaluées à 2 % de leur produit intérieur brut (PIB).
- Pour augmenter de 10 points de pourcentage l'accès à l'électricité en Afrique et pour éliminer les pénuries d'électricité, il faudrait que les dépenses totales dans ce domaine s'élèvent à 40 milliards de dollars par année. Les dépenses de cette région dans ce secteur ne sont actuellement que de 11 milliards de dollars, ce qui représente un manque d'environ 30 milliards de dollars par année.
- L'IDA multiplie par deux environ le montant des fonds qu'elle engage grâce à son influence. Au cours de l'exercice 2009, le coût total des projets énergétiques qu'elle a financés s'est élevé à environ 4,9 milliards de dollars.
- À l'avenir, la stratégie suivie par l'IDA dans ce secteur s'attachera à renforcer les principes d'une bonne gouvernance, améliorer le rendement financier et opérationnel des services publics, accélérer le rythme des investissements et assurer que le développement et la réforme du secteur de l'énergie profitent aux plus défavorisés.

Bien que l'IDA soit souvent la plus grande source de financement externe du secteur de l'énergie, elle ne représente peut-être que 5 à 10 % de tous les investissements. En conséquence, l'IDA cherche, par le biais de ses projets, à lever des fonds auprès de donateurs et d'investisseurs et à améliorer le rendement opérationnel des entreprises qui pourront ainsi tirer des capitaux supplémentaires de leurs propres ressources.



CONTEXTE SECTORIEL

L'accès à l'électricité constitue toujours un défi à relever

Ces 10 dernières années, l'insuffisance des investissements engagés dans le secteur de l'énergie des pays aidés par l'IDA s'est traduite par une pénurie d'électricité gigantesque et persistante, un service peu fiable et un ralentissement des progrès dans le raccordement des populations mal desservies.

Une bonne gestion publique et des programmes d'investissements efficaces dans des pays tels que le Bangladesh, le Cameroun, l'Érythrée, le Honduras et l'Indonésie ont entraîné une nette augmentation des taux d'électrification (Tableau 1).

Cependant, dans d'autres pays, les taux d'électrification ont à peine augmenté (comme en Bolivie, au Kenya et au Mozambique). Dans la plupart des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne, les taux d'électrification sont encore en dessous de 10 %.

Tableau 1. Taux d'accès à l'électricité par foyer au niveau national (annuel) dans certains pays

Bangladesh	32,0 [2000]	40,6 [2004]
Bolivie	51,9 [2000]	67,1 [2005]
Cameroun	40,7 [1998]	46 [2008]
Érythrée	22,9 [1995]	33 [2007]
Honduras	54,8 [2000]	76,4 [2008]
Indonésie	62,8 [1994]	67 [2004]
Kenya	14,5 [1998]	16,0 [2003]
Mozambique	6,6 [1997]	8,1 [2003]
Tchad	2,3 [1997]	3,5 [2004]

CONTRIBUTIONS DE L'IDA

Des investissements en hausse

Les investissements de l'IDA (crédits et subventions) dans le secteur de l'énergie présentent une tendance vers la hausse depuis le lancement du Plan d'action pour l'infrastructure en 2003. Ce plan reflétait « un plus grand consensus... que le Groupe de la Banque mondiale doit augmenter son engagement dans les infrastructures, compte tenu des besoins croissants de capitaux, du retrait d'investisseurs privés et du constat que les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) ne peuvent être atteints que par une approche multisectorielle ».

L'IDA a ainsi octroyé au secteur de l'énergie des prêts d'une moyenne annuelle de 777 millions de dollars au cours des exercices 2003 à 2006. Ses prêts ont par la suite plus que doublé pour atteindre 1,72 milliard de dollars pour les exercices 2007 à 2009 (Tableau 2).

Mobilisation de fonds

L'investissement et les garanties offerts par l'IDA jouent un rôle essentiel dans la mobilisation de capitaux d'origine publique et privée.

Au cours de l'exercice 2009, par exemple, le coût total des projets énergétiques que l'IDA a financés partiellement s'est élevé à environ 4,9 milliards de dollars. L'IDA a ainsi pu lever à peu près trois fois le montant des fonds qu'elle avait engagés.

Le secteur public a fourni la plus grande partie des capitaux (cofinancement par les gouvernements bénéficiaires et les donateurs), mais le secteur privé a aussi largement contribué aux projets de l'IDA (Tableau 3).

Tableau 2. Investissements de l'IDA pour les projets énergétiques par région, entre 1999 et 2008 (en millions de dollars)

Région	EF 1999 à 2002	EF 2003 à 2006	EF 2007 à 2009
Afrique subsaharienne	264	430	1 042
Asie de l'Est/Pacifique	107	146	202
Europe/Asie Centrale	63	65	41
Amérique latine/Caraïbes	3	10	13
Moyen-Orient/Afrique du Nord	13	14	56
Asie du Sud	181	112	366
Total pour l'énergie	631	777	1 720
Total des prêts de l'IDA	6 180	8 570	12 365
L'énergie en tant que % du total des prêts de l'IDA	10 %	9 %	14 %

La priorité accordée par l'IDA aux changements systémiques a permis de parvenir à des résultats concrets.

L'IDA s'emploie à corriger les défaillances fondamentales des politiques d'action et des institutions qui contribuent au manque d'investissements. En outre, elle est souvent la plus grande source de financement des infrastructures essentielles pour l'énergie.

Les projets détaillés ci-dessous illustrent la variété et l'étendue du rôle de l'IDA dans le secteur énergétique à l'échelle mondiale.

En **République démocratique populaire lao**, le Projet d'électrification rurale des provinces du Sud a financé l'extension du réseau de distribution et aidé le ministère de l'Énergie et des mines à réaliser son projet pilote d'électrification hors réseau. Ce projet a permis d'améliorer le rendement financier de la société d'électricité nationale et d'encourager une réforme du secteur de l'énergie au moyen de conseils sur la politique à suivre.

En 1995, 15 % seulement des foyers laotiens avaient accès à l'électricité. En 2004, le réseau de distribution avait presque triplé et desservait 44 % de la population rurale. Cette

augmentation est attribuable en partie (26 %) au projet de l'IDA.

Au **Bangladesh**, l'IDA finance le Projet d'électrification et de développement de l'énergie renouvelable en milieu rural. Ce projet approuvé en 2002 a pour objectif de soutenir les efforts du gouvernement pour que la totalité de la population rurale ait accès à l'électricité d'ici 2020. L'approche du projet passe par l'expansion des réseaux de distribution d'électricité et par l'introduction d'options d'énergie renouvelable dans les zones éloignées qui ne peuvent pas être raccordées au réseau.

En date de juin 2009, le projet a raccordé plus de 600 000 consommateurs bangladais au réseau d'électricité. L'accès à l'électricité a augmenté à environ 40 %, alors que ce taux n'était que de 30 % en 2002. Parallèlement, 320 000 consommateurs ont été équipés de systèmes solaires pour leur habitation, un nombre qui excède l'objectif initial de 50 000. L'IDA a fourni un crédit de 236 millions de dollars au projet, dont 56 millions de dollars pour les solutions d'énergie renouvelable hors réseau. Le projet a été en mesure d'obtenir 8 millions de dollars de financement additionnel auprès du Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Tableau 3. Exemples de mobilisation de capitaux du secteur privé pour des opérations de l'IDA (en millions de dollars)

Projet	Capital privé mobilisé	Crédit de l'IDA	Garantie de l'IDA/BIRD	Garantie de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)	Investissement de la Société financière internationale (IFC) (env.)
Projet énergétique de Haripur	\$68		\$61		
Projet de développement de l'énergie renouvelable	\$49,8	\$202			
Projet régional de gestion du gaz en Afrique du Sud	\$512		\$30	\$72	\$18
Projet hydroélectrique de Bumbuna	\$67	\$12	\$38	\$91	
Projet énergétique à capitaux privés à Pamir	\$8	\$10			\$8
Gazoduc en Afrique occidentale	\$590		\$50	\$75	

Au **Mali**, le *Projet d'énergie domestique et d'accès universel* vise à promouvoir les services d'approvisionnement en électricité dans les zones périurbaines et rurales, améliorant ainsi la qualité et l'efficacité des centres de soins de santé et d'éducation, et encourageant une gestion durable des ressources forestières et de l'énergie à base de biomasse, comme le bois de chauffage. Depuis l'approbation du projet en 2004, 40 000 foyers, 1 080 entreprises, 1 025 écoles rurales et 107 cliniques de santé ont pu être raccordés au réseau. Les régions boisées bénéficiant d'une politique de gestion durable sont passées d'une surface de 350 000 hectares à 14 millions d'hectares.

Au **Sri Lanka**, le *Projet de fourniture de services énergétiques (1997-2004)* a permis un environnement favorable à la participation du secteur privé dans des projets d'énergie renouvelable sur réseau en encourageant la création d'un Petit contrat d'achat d'énergie et en canalisant un crédit à long terme par l'intermédiaire de banques commerciales et spécialisées autorisées.

Parallèlement, la participation du secteur privé au développement d'une énergie renouvelable hors réseau a été encouragée par l'intervention d'institutions spécialisées dans le microfinancement, lesquelles ont joué un rôle déterminant dans l'augmentation des installations de systèmes solaires domestiques.

Ces projets d'énergie renouvelable du secteur privé ont donné naissance à un segment dynamique de nouvelles professions, qu'il s'agisse de fournisseurs, d'entrepreneurs, de consultants ou de formateurs. Lorsque le projet s'est terminé, en 2004, on comptait 11 entrepreneurs de mini-centrales hydroélectriques (comparé à 1 seulement avant la mise en œuvre du projet), 4 grands constructeurs de panneaux solaires (comparé à 2 ou 3 sans grande expérience) et environ 12 à 15 constructeurs de centrales hydroélectriques à l'échelle des villages (contre 1 ou 2 auparavant). En outre, près de 80 sociétés de consommation d'électricité étaient en activité au niveau des villages.

En **Tanzanie**, l'IDA finance le Projet de développement et de l'amélioration de l'accès à l'énergie. Ce projet approuvé en 2008 soutient, entre autres, le développement local d'énergie renouvelable pour accroître la capacité de production du pays et améliorer l'accès à l'énergie dans les régions rurales où le taux d'électrification est inférieur à 2 %.

Un cadre réglementaire exhaustif a déjà été adopté pour simplifier et harmoniser les procédures pour les petits projets d'énergie. Par conséquent, 22 projets commandités par des acteurs locaux sont actuellement en développement et totaliseront plus de 70 MW. L'IDA a fourni 105,0 millions de dollars à ce projet dont 85,8 millions pour des investissements urgents dans le réseau de transmission et de distribution des services publics nationaux, 3,2 millions pour de l'aide technique et 16 millions pour des petits projets d'énergie renouvelable et d'accès à l'énergie hors réseau. Le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables a consenti 6,5 millions de dollars à ce projet.

Portée mondiale, coordination et flexibilité

La portée mondiale de l'IDA lui permet de partager les meilleurs pratiques sur le plan international dans des domaines tels que : le développement stratégique des ressources en hydrocarbures, la conduite des opérations d'une entreprise de services publics, la conception et l'installation d'une centrale électrique ou la conception d'un programme de détermination de prix ou de subventions.

Étant le plus grand bailleur de fonds d'un grand nombre de pays, l'IDA peut user de son pouvoir de rassemblement afin de coordonner, conjointement avec les parties intéressées et les donateurs, le développement d'un secteur particulier. C'est dans ce contexte que l'IDA insiste de plus en plus sur l'importance d'un meilleur alignement et d'une plus grande coordination de l'aide fournie par les donateurs.

Les approches sectorielles (SWAP) telles que celle adoptée en juillet 2008 par le gouvernement du Rwanda et ses partenaires de

développement sont des exemples de cet effort. La coopération, notamment le cofinancement de projets, a toujours joué et continue à jouer un rôle essentiel du fait que les besoins en investissements dans ce secteur dépassent le montant des ressources disponibles.

La flexibilité dont fait preuve l'IDA en multipliant les options de financement est un atout particulier. Par exemple, les prêts à des programmes évolutifs (APL) qui servent à financer divers projets d'interconnexion de réseaux d'électricité de pays voisins en Afrique occidentale, conviennent particulièrement bien à ce type de développement régional. Le programme appliqué en Afrique occidentale comprend des investissements dans différents pays qui sont à différents stades de préparation en vue d'un déploiement. Dans un tel contexte, les APL sont des instruments efficaces pour passer d'un projet d'investissement de portée restreinte et limité dans le temps à un programme de plus grande envergure (souvent applicable à l'ensemble d'un secteur ou d'un pays).

Des partenariats à l'échelle mondiale

L'IDA joue souvent le rôle de rassembleur et de conseiller dans les discussions internationales sur l'énergie. Elle fait part des leçons tirées de son expérience avec ses homologues nationaux, le secteur privé, la société civile et les autres partenaires des programmes de développement, notamment dans les domaines suivants : l'analyse de la pénurie énergétique, le financement de l'infrastructure énergétique, la gouvernance et la réglementation du secteur de l'énergie, la réforme institutionnelle et opérationnelle des établissements concernés et l'impact des services énergétiques sur les résultats en matière de développement.

L'IDA permet également aux différents acteurs du secteur de l'énergie de faire entendre leur voix (représentation et influence). Par exemple, elle soutient le Forum africain des ministres de l'énergie (FEMA), un groupe de pression créé pour mieux faire connaître les problèmes d'énergie en Afrique et promouvoir une coopération régionale pour le développement de ce secteur.

Énergie propre et changement climatique

L'IDA est un des principaux bailleurs de fonds des projets relatifs à l'efficacité énergétique et à l'énergie renouvelable et des grands projets d'hydroélectricité.

Au Sri Lanka, l'IDA a soutenu le développement de petits projets d'hydroélectricité. Depuis que ce programme de petits projets d'hydroélectricité a été créé il y a presque une décennie, une capacité énergétique de 109 MW a été installée, ce qui représente 4 % de la génération brute d'énergie du pays. Les fournisseurs locaux d'équipement participant au programme ont accru leur expertise à tel point qu'ils sont désormais actifs sur la scène internationale.

En Ouganda, le projet d'énergie hydraulique de 250 MW sur le fleuve Bujagali est un des principaux projets du pays pour l'expansion du secteur de l'énergie à moindres coûts. Le financement de l'IDA a joué un rôle clé dans la mobilisation du montage financier nécessaire à ce qui constitue le plus important investissement privé jamais réalisé en Ouganda, et l'un des plus importants d'Afrique de l'Est, avec un coût total estimé à 870 millions de dollars.

L'IDA soutient l'utilisation de l'énergie solaire dans les maisons (systèmes photovoltaïques) pour répondre aux besoins en éclairage des ménages pauvres dans des pays aussi divers que le Burkina Faso, le Cambodge, l'Éthiopie, le Mali, la Mongolie, le Nicaragua, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Programmes publics autour du globe

Un des avantages de l'IDA est sa capacité à lever des fonds et trouver l'assistance technique nécessaire au développement d'une énergie propre dans les pays les plus pauvres. L'IDA a collaboré avec des partenaires à de multiples efforts à l'échelle mondiale :

- Le *Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique* est un programme mondial d'aide technique de la Banque mondiale qui met l'accent sur la sécurité énergétique, le développement de marchés énergétiques, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, le changement climatique et la pénurie d'énergie.
- Le *Projet d'énergie pour les pauvres*, une composante du Plan d'action sur les infrastructures, a pour objectif d'accroître l'accès à l'énergie pour les pauvres et de les protéger contre les prix élevés et volatiles de l'énergie. Cette initiative vise à élargir les projets publics et privés d'accès à l'énergie, de diversification de l'énergie et de rendement énergétique qui réduisent la vulnérabilité à long terme des pays, notamment face aux prix élevés du pétrole. Cette initiative sera mise en œuvre grâce à un cofinancement ou financement parallèle de projets sous dossiers actifs du Groupe de la Banque mondiale ou d'autres donateurs potentiels, et ciblera surtout les pays clients de l'IDA qui ont été gravement touchés par la hausse et la volatilité des prix de l'énergie. Un certain nombre de projets d'accès à l'énergie en Afrique sont actuellement à l'étude pour être cofinancés par de multiples donateurs, notamment la Banque arabe pour le développement économique, la Banque islamique de développement, le Fonds international pour le développement de l'OPEP ainsi que des fonds de développement de l'Arabie saoudite et du Koweït.
- Le *Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés* soutient les efforts des gouvernements et de l'industrie pétrolière en vue de réduire l'évacuation et le torchage des gaz qui accompagnent l'extraction de pétrole brut. Ses membres comprennent actuellement des représentants de gouvernements et/ou de compagnies pétrolières nationales des pays aidés par l'IDA, comme l'Angola, le Cameroun et le Tchad.
- L'objectif du *Programme d'expansion de l'énergie renouvelable* pour les pays à faible revenu, qui s'inscrit dans le cadre du Fonds stratégique pour le climat, est de démontrer, en réponse au changement climatique, la viabilité économique, sociale et environnementale des options à faible production de carbone dans le domaine de l'énergie. Cela sera fait en créant de nouvelles possibilités économiques et en augmentant l'accès à l'énergie au moyen de l'énergie renouvelable. Les donateurs finalisent actuellement leurs engagements pour permettre à ce fonds de devenir opérationnel au cours de l'exercice 2010.

Tirant les leçons du passé, l'IDA s'adapte aux conditions locales

Renforcer les partenariats public/privé

Au cours des années 1990, dans les pays développés ainsi qu'au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe de l'Est, des réformes ont eu lieu dans le secteur de l'énergie, portant sur la structure du marché, la concurrence, la participation du secteur privé et les cadres législatifs et réglementaires. Les pays qui avaient engagé des réformes ambitieuses ont généralement connu un apport massif de capitaux du secteur privé, des progrès sensibles quant à l'efficacité et la performance opérationnelle des services publics et une amélioration des prestations offertes aux usagers. Il était alors assumé que la réussite de ces réformes structurelles pouvait servir de modèle applicable dans n'importe quel contexte géographique.

Cependant, l'expérience a montré à quel point il est difficile de transposer un modèle, dont la réussite est basée sur une restructuration importante du marché d'un grand pays à revenu intermédiaire, dans un pays soutenu par l'IDA et dont les capacités économiques et institutionnelles sont limitées.

Les conditions de départ servent à déterminer l'envergure initiale (et souvent ultérieure) et le contenu des réformes. Récemment, des travaux de recherche ont noté l'existence de certains seuils relatifs à la taille des systèmes énergétiques dans les pays en développement (capacité d'environ 1 GW) et aux revenus par habitant (environ 900 dollars) qui déterminent la portée de la réforme du marché énergétique qu'il est possible d'envisager. La plupart des pays aidés par l'IDA sont toujours au-dessous de ces seuils.

Ces conclusions ont influencé les approches de conception des marchés énergétiques utilisées dans les pays aidés par l'IDA de telle sorte que, ces dernières années, davantage d'attention a été accordée à l'amélioration de la performance des services publics et à l'introduction de formes de participation public-privé, et notamment aux

locations, aux concessions et aux producteurs d'énergie indépendants.

Améliorer la capacité des établissements du secteur public

Le secteur public restera une source d'investissements importante, et souvent majeure, quand les risques liés au pays ou au marché détournent les investisseurs privés. Il faudra donc à l'avenir concentrer les efforts sur la planification et les capacités opérationnelles des entreprises du secteur public (telles que les ministères, les opérateurs et les organismes de réglementation), ainsi que sur le secteur de la gouvernance, afin de soutenir les ententes de partenariats public-privé (contrats de gestion, locations, concessions et entreprises à capitaux privés, surtout pour la production d'électricité).

Des projets simplifiés

Les pays à faible capacité institutionnelle ont compris qu'il faut limiter la complexité des projets, par exemple en réduisant le nombre des rubriques consacrées aux différents sous-secteurs énergétiques, ou l'étendue des changements de politique. L'IDA conçoit désormais essentiellement des projets simplifiés et rationalisés.

Le rôle indispensable d'une volonté politique

Une volonté politique est indispensable pour assurer la réforme du secteur énergétique, comme en témoigne l'expérience faite en Arménie. Le soutien continu des donateurs a permis à un gouvernement bien résolu d'entamer et de soutenir une réforme opérationnelle et financière des services publics, ainsi qu'une réforme au sens plus large des institutions et du système juridique touchant à ce secteur. L'IDA a participé à ces efforts au moyen de prêts, de crédits d'investissement et d'une assistance technique. La politique convenue et les changements institutionnels ont été réalisés en majeure partie, une certaine flexibilité ayant été appliquée au calendrier d'application.

Un plan pour l'Afrique

En Afrique, en partenariat avec les pays, les donateurs, les organisations régionales (l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) mais aussi des organismes des Nations Unies et d'autres parties intéressées, l'IDA a proposé la mise en place d'un plan d'action intégré pour élargir l'accès à l'énergie. Elle envisage le financement d'initiatives pilotées par les pays qui permettront d'aborder systématiquement les causes profondes du manque d'accès à l'énergie. Ses objectifs primordiaux sont les suivants :

- Assurer l'accès à l'énergie pour les entreprises et les foyers (grâce à des programmes d'électrification et un accroissement des capacités de production par le biais de projets régionaux) afin de stimuler la croissance et améliorer le bien-être ;
- Réaliser les objectifs de développement pour le Millénaire en raccordant au réseau les services publics essentiels comme les écoles et les cliniques ;
- Satisfaire les besoins énergétiques de base pour l'éclairage (en équipant les foyers non raccordés d'un éclairage moderne à un coût abordable) et la cuisine (au moyen de technologies et carburants propres et durables) ;

PERSPECTIVES D'AVENIR

Au niveau mondial, la stratégie suivie par l'IDA peut se formuler comme suit : i) des efforts régionaux pour développer des corridors énergétiques qui pourraient permettre à l'Afrique subsaharienne de réaliser des économies d'électricité de 2 milliards de dollars par année ; ii) des améliorations au niveau des politiques, des opérations et de la gouvernance des institutions œuvrant dans le secteur de l'énergie, notamment l'amélioration de la viabilité financière des sociétés de services publics ; iii) des approches sectorielles pour planifier et financer un accès plus large et systématique tout en facilitant la coordination des donateurs ; iv) des programmes de rendement énergétique qui comprennent le déploiement d'options d'économie d'énergie pour l'éclairage et les électroménagers ; v) de l'énergie à faible production de carbone pour tirer parti des nouvelles ressources de financement pour le climat, et pour assurer un équilibre entre les besoins en accès à l'énergie et la durabilité environnementale ; et vi) des programmes modernes de biomasse et d'éclairage pour offrir des produits d'éclairage modernes, efficaces et abordables et des programmes d'amélioration des appareils de cuisson en vertu de partenariats public-privé.

Une stratégie taillée sur mesure

Dans les pays se relevant d'un conflit comme l'Afghanistan et la Sierra Leone, l'IDA intensifie ses efforts de reconstruction et de remise en état des infrastructures énergétiques détruites. Dans les pays confrontés à une pénurie d'électricité due

à la sécheresse qui réduit la production d'énergie hydraulique (comme en Afrique orientale), l'IDA finance la construction de capacités d'appoint et intervient au niveau de la planification, afin de diversifier les sources d'approvisionnement dans une perspective à long terme. Dans les pays pouvant bénéficier d'une participation accrue du secteur privé (au Bangladesh, au Nigeria et au Vietnam, par exemple), l'IDA peut renforcer la gouvernance au niveau sectoriel afin de stimuler l'apport de capitaux privés ; elle peut aussi créer un mécanisme de financement et de garanties qui favorise la participation des bailleurs de fonds privés.

Dans les pays disposant d'un cadre politique plus favorable, l'IDA propose d'instaurer une coordination étroite avec la communauté des donateurs afin d'aider les pays à préparer et mettre en œuvre une approche sectorielle programmée (SWAP). Cette approche a pour but de coordonner l'apport des donateurs et de mobiliser des capitaux supplémentaires pour financer l'accès à l'énergie.

Un prospectus de syndication sectorielle, préparé dans le cadre d'une approche programmée, définira : les projets et sous-projets nécessitant un financement, les politiques d'action engagées par les gouvernements, les objectifs d'accès à l'énergie et les niveaux de services recherchés pour les foyers, les équipements collectifs et les entreprises.

Juillet 2009

<http://www.banquemondiale.org/ida>